hdri
Human Development Research Initiative

ecas
European Citizen Action Service

Cofinancé par l'Union européenne

Rapport Sur Les Ateliers YLM-RDF

Youth-Led Monitoring for a Resilient Digital France
Strasbourg · Paris · Hackathon en ligne sur l'IA – septembre–octobre 2026

Contactez-Nous

+33 74 544 58 38

info@hdevri.org
www.hdevri.org



Human Development Research Initiative (HDRI)
50 Rue des Tournelles, 75003 Paris, France
Registration Number: W751275674
EU TRN: 892689452279-12
info@hdevri.org | www.hdevri.org

Rapport sur les ateliers YLM-RDF

Suivi mené par les jeunes pour une France numérique résiliente

Strasbourg · Paris · Hackathon en ligne sur l'IA – septembre–octobre 2026

APERÇU DES ATELIERS

Présentation du projet YLM-RDF et des ateliers

La transformation numérique s'accélère en Europe et change la manière dont les citoyens accèdent aux services publics, à l'éducation et aux opportunités économiques. En France, cette évolution s'appuie sur une ambitieuse stratégie nationale de 18,6 milliards d'euros. Pourtant, les jeunes et la société civile ont eu peu de prise sur son élaboration, et d'importants écarts de mise en œuvre subsistent. Seulement 66 % de la population possède aujourd'hui des compétences numériques de base, bien en deçà de l'objectif de 80 % fixé par l'UE, tandis que 13,5 % des zones rurales n'ont toujours pas de couverture 5G, contre 22 % dans les centres urbains. Le rythme de la transformation numérique n'est pas le même pour tous.

Les ateliers ont été organisés par HDRI (Human Development Research Initiative) avec le soutien d'ECAS – Service d'action des citoyens européens – et de l'Union européenne (programme EURECA Plus). Ils font partie intégrante du projet de HDRI **Youth-Led Monitoring for a Resilient Digital France (YLM-RDF)**, c'est-à-dire « suivi mené par les jeunes pour une France numérique résiliente ». Ce projet forme et mobilise de jeunes chercheurs pour suivre de manière indépendante le déploiement des politiques numériques françaises, recueille les expériences vécues des jeunes dans les territoires ruraux et défavorisés, et transforme ces deux apports en recommandations formelles adressées directement aux décideurs nationaux et européens, afin de répondre au « déficit de consultation » précédemment identifié. Il repose sur trois étapes liées : les **preuves** (un rapport indépendant de suivi citoyen et un jeu de données ouvert cartographiant l'exclusion numérique des jeunes), la **délibération** (les ateliers) et le **plaidoyer** (la Déclaration de la jeunesse 2026 sur la résilience numérique).

Entre fin septembre et fin octobre, HDRI a réuni environ 100 jeunes venus de toute l'Europe pour deux ateliers délibératifs sur la résilience numérique en France et en Europe, à Strasbourg et à Paris, puis pour un hackathon en ligne. Les participants ont échangé avec les chercheurs de HDRI et avec des représentants d'organisations de la société civile, d'organismes de financement et d'institutions européennes. Ils ont comparé leurs expériences d'un pays à l'autre, débattu des défis de la numérisation en France et en Europe, examiné l'effet de la transformation numérique sur leur génération et élaboré des recommandations communes. Ces contributions alimentent directement la future **Déclaration de la jeunesse 2026 sur la résilience numérique** de HDRI.

HDRI avait initialement prévu d'organiser trois ateliers. En raison des manifestations étudiantes à l'échelle nationale, déclenchées en France au début de l'année universitaire en cours, l'équipe a décidé de maintenir deux ateliers en présentiel et de repenser le format du troisième. Celui-ci est devenu un **hackathon en ligne sur les politiques publiques liées à l'intelligence artificielle**, organisé le 28 octobre 2026, qui a abordé un enjeu central non développé lors des deux premiers ateliers : l'intelligence

Human Development Research Initiative (HDRI)
50 Rue des Tournelles, 75003 Paris, France
Registration Number: W751275674
EU TRN: 892689452279-12
info@hdevri.org | www.hdevri.org

artificielle. Les participants ont travaillé en sous-groupes sur des cas concrets de politiques d'IA liés aux piliers thématiques de HDRI, et ont reçu les retours d'un expert en gouvernance de l'IA du European Policy Centre.

Événement	Date	Format et lieu	Participants
Atelier 1	Lundi 28 septembre 2026	En présentiel – Parlement européen, Strasbourg (bâtiment Louise Weiss)	env. 50
Atelier 2	Mercredi 30 septembre 2026	En présentiel – Maison Étudiante 6e, Paris	env. 15
Hackathon	Mercredi 28 octobre 2026, 18h30–20h00 (CET)	En ligne – « Beyond the Algorithm: Drafting Human-Centred Tech Policies » (« Au-delà de l'algorithme : rédiger des politiques technologiques centrées sur l'humain »)	env. 35 inscrits

HDRI remercie ECAS et l'Union européenne pour leur soutien, les intervenants pour leurs contributions, et chaque participant qui a donné de son temps et de ses idées.

Synthèse

Entre le 28 septembre et le 28 octobre 2026, HDRI a organisé trois événements participatifs dans le cadre de son projet Youth-Led Monitoring for a Resilient Digital France (YLM-RDF), soutenu par ECAS et l'Union européenne : deux ateliers délibératifs en présentiel, au Parlement européen à Strasbourg (28 septembre, environ 50 participants) et à la Maison Étudiante à Paris (30 septembre, environ 15 participants), et un hackathon en ligne sur les politiques d'IA (28 octobre, environ 35 inscrits). Leur objectif commun était de combler le « déficit de consultation » en confrontant les données de HDRI sur la transformation numérique de la France à l'expérience vécue des jeunes, et d'en tirer des recommandations concrètes pour la **Déclaration de la jeunesse 2026 sur la résilience numérique**.

Les deux ateliers ont suivi le même format. Des intervenants du Conseil de l'Europe, d'ECAS et du Parlement européen (Strasbourg), puis de l'Insee (Paris), ont posé le contexte institutionnel et social. Les chercheurs de HDRI Alek Umont et Killian Papelard ont ensuite présenté le rapport de suivi citoyen et la cartographie de l'exclusion numérique des jeunes. Ces travaux montrent que la France a construit l'**architecture technologique** de la Décennie numérique mais doit encore bâtir son **architecture humaine** : seules 15 % des mesures évaluées sont jugées bonnes en matière d'ouverture, d'inclusion et de transparence, et 65,7 % de la population possède des compétences numériques de base, contre un objectif européen de 80 %. Lors de deux séances de travail, les participants ont décrit les obstacles qu'ils rencontrent avec les services publics numériques (démarches de visa et de CAF, services qui commencent en ligne mais doivent s'achever en personne, barrières linguistiques, longues attentes sans information, multiplicité des comptes et des plateformes) et ont rédigé onze recommandations, six à Strasbourg et cinq à Paris.

Le hackathon a abordé un sujet que les ateliers n'avaient pas couvert : l'intelligence artificielle, source d'une forte anxiété économique chez les jeunes. Avec l'éclairage d'un analyste politique du European

Human Development Research Initiative (HDRI)
50 Rue des Tournelles, 75003 Paris, France
Registration Number: W751275674
EU TRN: 892689452279-12
info@hdevri.org | www.hdevri.org

Policy Centre, des sous-groupes ont formulé des recommandations sur les biais de genre dans le recrutement par IA, l'empreinte environnementale des centres de données et le contrôle humain des décisions publiques automatisées. Dans les trois événements, le même message est revenu : les systèmes numériques et d'IA doivent être accessibles, transparents et responsables, et s'accompagner d'un véritable soutien humain. Toutes les contributions seront rassemblées dans un premier projet de Déclaration, soumis aux participants pour retours, finalisé pour signature, puis utilisé comme base du plaidoyer de HDRI auprès des décideurs français et européens.

Principaux résultats

Atelier 1 – Strasbourg. Les participants ont rédigé six recommandations : un accompagnement pas à pas, davantage de langues et de contacts humains pour les usagers internationaux et les personnes en situation de handicap ; des plateformes universitaires modernisées ; un service CAF multilingue assisté par des humains ; des motifs clairs et un soutien humain en cas de rejet de documents (CAF / Visale) ; un modèle européen commun pour les documents personnels ; et des agents administratifs mieux informés, avec un système d'information centralisé. Le message clé : **l'égalité d'accès sur le papier n'est pas l'égalité d'accès dans la réalité**.

Atelier 2 – Paris. Les participants ont rédigé cinq recommandations : des démarches entièrement en ligne de bout en bout, appuyées par un soutien humain ; des garde-fous et un suivi pour les longs délais d'attente administratifs ; une éducation civique et numérique dès le plus jeune âge, avec un équipement accessible ; la traduction des sites publics ; et un portail unique donnant accès à l'ensemble des services publics. Le message clé : le défi n'est pas la numérisation elle-même, mais de garantir qu'elle conduise à une **participation, un accès et une adoption équitables**.

Hackathon – politiques d'IA. Trois séries de recommandations ont été élaborées. Sur l'égalité de genre : retirer les marqueurs de genre du tri initial par IA, auditer les données d'entraînement, et exiger un contrôle humain et l'information des candidats. Sur l'environnement : un rapport public obligatoire sur la consommation d'énergie et d'eau des systèmes d'IA et des centres de données, avec des évaluations d'impact locales. Sur l'État de droit : un contrôle humain significatif inscrit dans la loi, pas d'automatisation complète des décisions publiques à fort enjeu, de la transparence, un droit de recours et une responsabilité humaine identifiable.

Fils conducteurs des trois événements :

- **Un soutien humain à côté des outils numériques :** un contact humain plutôt que des chatbots dans les ateliers, et des systèmes avec humain dans la boucle dans le hackathon.
- **L'inclusion dès la conception :** des services pensés pour les étudiants internationaux, les personnes non francophones, les personnes en situation de handicap, les usagers âgés et ruraux.
- **Des services plus simples et mieux intégrés :** portails uniques, guichets uniques et modèle européen commun pour les documents personnels.
- **Une responsabilité claire :** le gouvernement français est désigné seul pour 5 des 11 recommandations des ateliers, et conjointement avec l'UE pour 3 autres.

Human Development Research Initiative (HDRI)
50 Rue des Tournelles, 75003 Paris, France
Registration Number: W751275674
EU TRN: 892689452279-12
info@hdevri.org | www.hdevri.org

Prochaines étapes. HDRI rassemblera les recommandations des ateliers, ainsi que les contributions du hackathon, dans un premier projet de Déclaration de la jeunesse, recueillera les retours des participants, diffusera une version finale pour signature et s'en servira pour le plaidoyer et une campagne de communication sur les droits numériques.

Human Development Research Initiative (HDRI)
50 Rue des Tournelles, 75003 Paris, France
Registration Number: W751275674
EU TRN: 892689452279-12
info@hdevri.org | www.hdevri.org

RAPPORT SUR LES ATELIERS

Atelier 1 – Strasbourg

Lundi 28 septembre 2026 · Parlement européen, Strasbourg · environ 50 participants

Ouverture

L'atelier a été ouvert par **Gurgen Petrosyan**, président de HDRI, qui a remercié les participants d'avoir consacré leur lundi après-midi à un sujet qui façonne leur quotidien, ainsi que le Parlement européen pour son accueil. Il a organisé la journée autour d'une question simple : que pensent réellement les jeunes de la numérisation des services publics ? La France a beaucoup investi dans la numérisation et l'ambition est réelle, mais un **déficit de consultation** persiste. Des rapports sont rédigés et des objectifs fixés pour 2030, alors que ceux qui se heurtent à des formulaires défaillants et à des lignes téléphoniques remplacées, notamment les jeunes des zones rurales et des quartiers défavorisés, sont rarement présents quand les décisions se prennent.

Il a présenté YLM-RDF, financé par ECAS dans le cadre du programme EURECA Plus 2026, comme la réponse à cet écart, organisée en trois volets :

- **Preuves :** un rapport de suivi indépendant sur la mise en œuvre de la feuille de route numérique de la France et un jeu de données ouvert cartographiant l'exclusion numérique des jeunes, déjà publiés et présentés au cours de la journée.
- **Délibération :** les ateliers, organisés dans deux villes, pour ancrer les données dans l'expérience vécue des participants.
- **Plaidoyer :** les recommandations sont intégrées à la Déclaration de la jeunesse 2026 sur la résilience numérique, que HDRI présentera aux décideurs aux niveaux national et européen.

Il a conclu sur la méthode du projet : ceux qui comprennent le mieux un problème sont généralement ceux qui le vivent, et l'on ne doit pas dire aux jeunes que les politiques publiques sont quelque chose qui leur arrive.

Intervenants principaux

Deux intervenants d'institutions européennes ont ouvert la discussion, suivis d'une brève allocution institutionnelle de l'hôte et d'un échange modéré avec les participants.

Sophie Kwasny (cheffe de la Division éducation, formation et coopération, Service de la jeunesse, Conseil de l'Europe) a commencé par rappeler que le Conseil de l'Europe, fondé en 1949, repose sur trois piliers : les droits de l'homme, la démocratie et l'État de droit. Son instrument phare est la Convention européenne des droits de l'homme, et son rôle est de veiller à ce qu'elle soit respectée et appliquée dans toute la société. La société civile a toujours été centrale dans ce travail. Mais le Conseil doit aussi, de plus en plus, dialoguer avec le secteur privé, et en particulier avec les entreprises technologiques, qui jouent désormais un rôle décisif dans la transformation numérique. Cela se reflète dans ses travaux numériques, qui comprennent des lignes directrices sur la protection des données, la Convention de Budapest sur la cybercriminalité et la Convention-cadre sur l'intelligence artificielle et les droits de l'homme, la

démocratie et l'État de droit. Mme Kwasny a ensuite abordé la participation des jeunes, domaine où le Conseil est précurseur depuis longtemps. Ses Centres européens de la jeunesse offrent aux jeunes un espace pour échanger leurs idées, confronter leurs points de vue et se former, notamment au plaidoyer. En juin 2026, l'événement « Youth Innovating Democracy » a réuni 120 jeunes au Centre européen de la jeunesse de Strasbourg pour imaginer la démocratie européenne en 2049, année du centenaire du Conseil, et a produit un manifeste de 15 mesures adressées aux gouvernements, aux organisations internationales et à la société civile. La voix des jeunes est aussi inscrite dans les structures du Conseil : grâce à son système de cogestion, des représentants de la jeunesse siègent aux côtés des représentants des gouvernements.

Nicolò Triacca (chef de projet « Démocratie européenne », ECAS) a ensuite présenté le travail d'ECAS sur les droits des citoyens dans les États membres et sur la façon dont la technologie transforme la démocratie, en considérant à la fois ses opportunités et ses risques. ECAS gère pour la Commission européenne le Forum de l'initiative citoyenne européenne, qui aide les citoyens souhaitant proposer une modification du droit de l'UE. Elle participe aussi au suivi de la Décennie numérique de l'Europe, une stratégie vaste et ambitieuse structurée autour de quatre piliers. Dans ce cadre, ECAS finance des ONG comme HDRI pour confronter les données officielles aux réalités du terrain. Il a conclu en insistant sur le fait que la technologie n'est pas neutre et en demandant ce que nous attendons d'elle : le **contrôle**, lorsque les données peuvent aider à diagnostiquer des maladies et à diffuser des connaissances mais peuvent aussi permettre la surveillance et la manipulation algorithmique par les grandes entreprises technologiques, ou l'**autonomie**.

Gérald Hucky (service des conférences de Strasbourg), au nom du secrétaire général du Parlement européen, a accueilli les participants dans la salle de réunion où se fixe chaque lundi matin l'ordre du jour des sessions plénières, à quelques pas de l'hémicycle où se prennent les décisions sur les questions numériques. Il a présenté l'initiative « citizen hub » du Parlement, qui crée des espaces ouverts où les citoyens peuvent débattre des politiques européennes et les évaluer. Il a expliqué que la souveraineté numérique et la régulation sont des priorités croissantes pour le Parlement, citant le règlement sur la cyberrésilience adopté en 2024 et 23 autres textes numériques encore en préparation. Son message de conclusion : les jeunes héritent du monde numérique et ont donc à la fois un intérêt et un rôle à jouer pour le rendre sûr et digne de confiance.

Présentation par HDRI des rapports YLM : suivi citoyen et cartographie

Les chercheurs de HDRI **Alek Umont** et **Killian Papelard** ont présenté les deux rapports qui constituent la base de preuves du projet (lot de travail 1) : le **rapport complet de suivi de la feuille de route numérique de la France** (livrable 1.1) et le **jeu de données cartographiant l'exclusion numérique des jeunes dans la France rurale** (livrable 1.2). Les idées clés sont résumées ci-dessous.

Suivi citoyen (mars–juin 2026). Avec l'appui méthodologique d'ECAS, HDRI a évalué 20 des 33 mesures de la feuille de route nationale de la Décennie numérique de la France (compétences numériques, numérisation des entreprises, services publics numériques et infrastructures) à partir d'une revue documentaire, de la littérature, d'entretiens avec des jeunes de 16 à 24 ans, des enseignants et des acteurs locaux, et de l'échelle de mise en œuvre de 1 à 5 d'ECAS.

- La France construit l'**architecture technologique** de la Décennie numérique : 19 mesures sur 20 sont alignées sur les objectifs européens, les infrastructures sont avancées (91,7 % des foyers raccordés à la fibre, 96,4 % de couverture 5G) et les plateformes publiques sont solides.
- Le point faible est l'**architecture humaine** : seules 45 % des mesures sont à un stade avancé de mise en œuvre et seulement **15 %** sont jugées bonnes en matière d'ouverture, d'inclusion et de transparence.
- Les compétences numériques sont la principale fragilité : **65,7 %** de la population possède des compétences numériques de base, contre un objectif européen de 80 %.
- Six axes d'action ont été proposés, dont une garantie d'inclusion numérique, des indicateurs territorialisés, une participation citoyenne renforcée et la priorité donnée aux compétences numériques.

Cartographie de l'exclusion numérique des jeunes dans la France rurale. Passant du tableau national à l'expérience vécue, l'étude a comparé des jeunes de 16 à 24 ans dans trois contextes territoriaux, dont les *zones de revitalisation rurale* (ZRR), en combinant méthodes quantitatives et qualitatives.

- Le **déficit de compétences** le plus marqué apparaît dans les ZRR (2,1 points sous la moyenne urbaine, de façon statistiquement significative).
- Les opportunités semblent similaires d'un territoire à l'autre, mais la **qualité de la connexion** diffère (3,94/5 en zone urbaine, 3,53 en zone rurale hors ZRR, 2,78 en ZRR).
- L'accès n'est qu'une partie de l'histoire : 97 % des répondants utilisent l'IA au moins occasionnellement, mais seulement 21,8 % reçoivent un accompagnement clair de leur établissement, et les dispositifs d'aide existent mais restent mal connus (43,5 % en connaissaient au moins un parmi ceux proposés).

Le message commun aux deux rapports, et la passerelle vers les séances de travail, est que **les projets ambitieux ne se traduisent pas nécessairement par des opportunités, des capacités et une participation numériques comparables**.

Séances de travail

La discussion a ensuite laissé place à deux séances délibératives, afin de transformer les données en expérience propre aux participants puis en recommandations (voir le programme en annexe 1).

Les deux ateliers ont été animés par **Gurgen Petrosyan** (président), **Luis Martinez** (responsable des opérations), **Mariam Avetyan** (directrice de la communication), **Renata Freeman** (directrice de la recherche et des publications), **Alek Umont** (chercheur) et **Killian Papelard** (chercheur).

Séance I – Suivi des services publics numériques (45 minutes). Les participants ont été répartis en tables équilibrées d'environ 6 à 8 personnes, chacune animée par un membre de l'équipe de HDRI qui rappelait la consigne et gérait le temps. Les groupes ont travaillé sur trois questions, également imprimées sur la fiche de chaque table : (1) une situation où ils ont dû utiliser un service public numérique et ce qui s'est mal passé ou l'a rendu difficile ; (2) qui est laissé de côté par ces systèmes, et pourquoi ; (3) la chose qu'ils changeraient. Après une vingtaine de minutes de discussion, les groupes ont consacré dix minutes

à se mettre d'accord sur leurs trois principaux obstacles et un exemple réel, puis chaque table a partagé une phrase avec la salle. Les fiches ont été collectées avant la pause café.

Séance II – Co-construction de la Déclaration de la jeunesse 2026 (50 minutes). Pendant la pause, l'équipe de recherche a regroupé toutes les fiches en quelques thèmes communs et les a restitués à la salle. Les groupes ont ensuite choisi un thème, ou le leur, et rédigé une recommandation à l'aide d'un modèle commun : quel est le problème, qui est concerné, ce qui devrait changer, et qui devrait en être responsable (gouvernement français, UE, les deux, ou autre). Chaque groupe a lu une recommandation à voix haute, puis chaque participant a placé trois gommettes sur les recommandations qu'il jugeait les plus importantes, afin de décider de ce qui figurera en premier dans la Déclaration. Tous les paperboards ont été photographiés.

Principales idées de la séance I. Les échanges ont mis en évidence des problèmes avec les services numériques, notamment :

- Les demandes de visa et les démarches auprès de la CAF : manque d'accompagnement, consignes non pensées pour les usagers internationaux, et actes de naissance incompatibles avec les procédures administratives (des documents d'identité harmonisés au niveau de l'UE pourraient aider).
- Le manque d'information sur les services existants et sur la façon d'y accéder, et le manque de formation des personnes censées aider, y compris les jeunes auxquels on demande d'aider leurs proches plus âgés.
- Les publics les plus touchés sont les étudiants internationaux (UE et hors UE), les personnes non francophones, les personnes en situation de handicap et les personnes âgées. Les systèmes devraient être conçus pour des personnes dans des situations différentes, avec un soutien humain formé, une meilleure accessibilité et une documentation plus harmonisée dans l'UE.

Résultats

Dans les remarques de clôture, HDRI a résumé la journée : la technologie n'est pas neutre ; elle peut rendre les services plus accessibles, mais aussi créer de l'exclusion et rendre plus difficile l'exercice des droits. **L'égalité d'accès sur le papier n'est pas l'égalité d'accès dans la réalité.** Les services publics numériques doivent être plus accessibles, mieux expliqués et accompagnés par des personnes formées, et les institutions doivent voir « les personnes derrière les écrans ». Six recommandations ont été rédigées par les participants (fiches originales en annexe 4a) :

Human Development Research Initiative (HDRI)
50 Rue des Tournelles, 75003 Paris, France
Registration Number: W751275674
EU TRN: 892689452279-12
info@hdevri.org | www.hdevri.org

Thème	Problème et personnes concernées	Ce qui devrait changer	Responsable
Manque d'accompagnement	Pas d'indications claires sur les étapes, les documents ou leur format, surtout pour les personnes internationales non francophones et les personnes en situation de handicap (par ex. validation de visa, demande de titre de séjour).	Un guide pas à pas dès la première page, davantage de langues, une vraie interaction humaine plutôt que des chatbots, et la prise de rendez-vous en présentiel facilitée.	Gouvernement français et UE
Plateformes universitaires	Infrastructure numérique de l'Université de Strasbourg obsolète, peu conviviale et sujette aux pannes ; langues limitées ; enseignants qui ne mettent pas de contenus en ligne. Touche les étudiants, surtout internationaux.	Moderniser la plateforme, mieux organiser l'information, ajouter des langues et former les enseignants au numérique.	Université de Strasbourg
CAF	Site et logistique défaillants, barrière linguistique et identité reconnue seulement selon les règles françaises. Touche les non-francophones et les étudiants internationaux.	Des interfaces humaines en plusieurs langues et un assistant en ligne (IA ou autre), avec une section dédiée aux étudiants internationaux.	Gouvernement français
CAF / Visale	La validation des documents échoue sans explication ni contact humain. Touche les étudiants de l'UE et internationaux.	Un meilleur site avec un soutien humain, et des motifs de rejet clairs.	Gouvernement français
Modèle de documents de l'UE	Des documents comme les actes de naissance ou les justificatifs de revenus diffèrent d'un pays de l'UE à l'autre alors qu'ils contiennent les mêmes informations. Touche les étudiants internationaux et les Européens mobiles.	Une plateforme unique pour téléverser ses informations personnelles dans un modèle universel.	UE / Parlement européen
Méconnaissance des institutions	Obstacles bureaucratiques liés à la connaissance limitée des agents, source de stress pour les usagers et les agents. Touche les jeunes, les agents locaux et les étudiants internationaux.	Une information de qualité, des compétences communes et un système d'information plus centralisé.	Gouvernement français et UE

Human Development Research Initiative (HDRI)
50 Rue des Tournelles, 75003 Paris, France
Registration Number: W751275674
EU TRN: 892689452279-12
info@hdevri.org | www.hdevri.org

Ces contributions alimenteront directement la **Déclaration de la jeunesse 2026 sur la résilience numérique**. HDRI fusionnera les recommandations de Strasbourg et de Paris dans un premier projet soumis à tous les participants pour commentaires, puis diffusera une version finale que les participants et les organisations partenaires pourront signer, soutenir et diffuser. La Déclaration servira de base au plaidoyer de HDRI auprès des décideurs français et européens et à une campagne de communication plus large sur les droits numériques.

Visite du Parlement européen

L'atelier s'est achevé par une photo de groupe et une visite guidée de l'hémicycle du Parlement européen, conduite par l'équipe d'accueil du Parlement, juste à côté de la salle de l'atelier.

Atelier 2 – Paris

Mercredi 30 septembre 2026 · Maison Étudiante 6e, Paris · environ 15 participants

Ouverture

L'atelier s'est ouvert sur la même introduction qu'à Strasbourg, prononcée au nom du président de HDRI : le déficit de consultation, les trois étapes de YLM-RDF (preuves, délibération, plaidoyer), le rôle d'ECAS et de l'Union européenne, et la conviction que les personnes directement concernées sont les mieux placées pour façonner les décisions qui comptent pour elles.

Intervenant principal

Maxime Jouvenceau, sociologue et chercheur à l'Insee et coordinateur de la publication *Insee Références* 2025 « L'économie et la société à l'ère du numérique », a présenté les défis sociaux de la transformation numérique en France. Ses principaux points :

- **Les inégalités persistent.** Les 15-29 ans comptent la plus faible part de personnes en difficulté avec les outils numériques (3 % d'illectronisme, 21 % de faibles compétences), mais des inégalités subsistent selon le milieu social et le handicap. Moins de 20 % des élèves de l'éducation prioritaire atteignent un bon ou un excellent niveau de compétences numériques, contre 33 % ailleurs. Les inégalités de genre dans l'emploi numérique (24 % de femmes) ne se résorbent que très lentement, et l'égalité de genre dans l'économie numérique pourrait demander presque un siècle. La France réussit moins bien que les pays nordiques ou les Pays-Bas.
- **Écrans et résultats scolaires.** Les résultats tendent à baisser quand l'exposition aux écrans augmente, ce qui reflète en partie les inégalités sociales, même si, pour les très jeunes enfants, la corrélation apparaît aussi au sein d'un même milieu social. L'effet de l'IA reste à observer.
- **Des démarches numériques utiles, mais limitées.** La dématérialisation facilite les démarches administratives et de santé, surtout pour les populations isolées (rurales et périurbaines), mais les jeunes peinent avec les contraintes administratives classiques, les guichets physiques disparaissent chaque année et l'administration française reste lente et compliquée. Les procédures de visa ont été citées comme particulièrement difficiles.
- **Exposition aux risques.** Les jeunes font davantage confiance aux fausses informations que les plus âgés. Une corrélation est observée entre les syndromes dépressifs et la fréquence de consultation

des réseaux sociaux (26 % chez les femmes de 18 à 24 ans). Parmi les jeunes de 15 ans, 36 % déclarent avoir vu des contenus inadaptés à leur âge, 40 % des informations partagées sans leur consentement, 42 % avoir reçu des messages offensants et 53 % des contenus discriminatoires ; 28 % des collégiens (2022) et 23 % des lycéens (2023) ont déclaré avoir subi de la cyberviolence, les filles étant plus de deux fois plus touchées.

- **Emploi et environnement.** Les moins de 30 ans sont surreprésentés dans les métiers du numérique (23 % contre 19 %). L'usage croissant de l'IA et du stockage en ligne augmentera les besoins en centres de données, et les jeunes en sont de plus gros utilisateurs (les trois quarts des 18–24 ans utilisent des services de données en ligne, contre la moitié des 40–59 ans).

Il a aussi recommandé d'investir davantage dans l'éducation et de renforcer le lien entre enseignants et élèves, et annoncé un nouveau rapport de l'Insee sur les services publics (pas seulement numériques) le 18 novembre.

Présentation par HDRI des rapports YLM

Les rapports ont été présentés par les chercheurs de HDRI **Alek Umont** et **Killian Papelard**, avec les mêmes enseignements qu'à Strasbourg (voir plus haut). Le message clé : le problème n'est ni un manque d'ambition ni la numérisation elle-même, mais la transformation du numérique en **participation, accès et adoption équitables** : la France a rapidement construit l'architecture technologique de la Décennie numérique, et le prochain défi est son architecture humaine.

Séances de travail

Les deux séances ont suivi le même format qu'à Strasbourg et ont été animées par la même équipe de HDRI (voir l'annexe 2 pour le programme). Principales idées de la séance I :

- Presque tout est désormais en ligne, mais les démarches exigent souvent encore une étape en présentiel ; les solutions hybrides ne sont pas très intelligentes (par ex. le pass Navigo existe en version physique et en version numérique).
- Les chatbots sont parfois inutiles et l'information est dispersée : les **guichets uniques** devraient devenir la norme. Les services devraient être mieux intégrés et plus simples, et FranceConnect va dans la bonne direction.
- Les étrangers (barrière de la langue), les habitants des zones rurales et les personnes peu mobiles, les personnes isolées et celles sans compétences numériques rencontrent le plus de difficultés. Certaines démarches exigent aussi un équipement précis, comme un téléphone récent.
- Les longues listes d'attente sans information sur l'avancement donnent le sentiment d'être bloqué, et certains manquent de confiance dans les outils numériques. Sans numérisation, cependant, tout serait pire.

Résultats

Dans les remarques de clôture, HDRI a souligné que **le défi n'est pas la numérisation elle-même mais de garantir qu'elle conduise à une participation, un accès et une adoption équitables**. Les options numériques doivent améliorer les services publics sans supprimer la possibilité d'obtenir de l'aide lorsque les systèmes en ligne échouent. Les jeunes doivent être des acteurs, et non seulement des usagers, des

systèmes numériques qui façonnent leur avenir. HDRI a remercié Maxime Jouvenceau d'avoir mis ces questions en perspective. Les participants ont rédigé cinq recommandations (fiches originales en annexe 4b) :

Thème	Problème et personnes concernées	Ce qui devrait changer	Responsable
Services à moitié numériques	Les démarches commencent en ligne mais doivent s'achever en personne (par ex. abonnement annuel Navigo, CAF). Touche tout le monde, surtout les habitants des zones rurales, les personnes peu mobiles et les étrangers sans adresse fixe.	Des démarches entièrement en ligne de bout en bout, avec des chatbots utiles appuyés par un retour humain, des services centralisés, de la montée en compétences et de la sensibilisation du public.	Gouvernement français
Problèmes techniques : délais d'attente	De très longs délais de réponse laissent les personnes sans ressources (bourses) ou dans des situations critiques (visa, numéro de sécurité sociale). Touche les étudiants à faibles revenus, les travailleurs et les étrangers.	Des garde-fous pour les étapes administratives intermédiaires, et un processus de suivi pour surveiller et accélérer les dossiers.	Gouvernement français et UE
Éducation	Les jeunes ont du mal à comprendre et à mener à bien les démarches administratives en ligne et ne reçoivent aucune formation. Les filles sont exclues par la socialisation précoce, et les jeunes isolés manquent de soutien familial.	Dès le plus jeune âge, associer éducation civique et éducation au numérique (cours d'EMC et de Pix) et fournir un équipement librement accessible.	Non précisé
Politique multilingue	La plupart des sites publics ne sont disponibles qu'en français. Exclut les travailleurs, étudiants et migrants non francophones.	Traduction des sites par IA, décrite comme simple à mettre en œuvre.	Gouvernement français
Problèmes techniques : multiplicité des comptes	De nombreux services exigent des comptes et mots de passe distincts. Touche tout le monde, surtout les étrangers et les personnes âgées.	Un portail unique où chacun ajoute les services dont il a besoin (par ex. CROUS, France Travail) et s'y connecte automatiquement.	Gouvernement français

Comme à Strasbourg, les contributions alimenteront la Déclaration de la jeunesse 2026 sur la résilience numérique, avec les recommandations de Strasbourg, et suivront le même processus : projet, retours, version finale et plaidoyer.

Human Development Research Initiative (HDRI)
50 Rue des Tournelles, 75003 Paris, France
Registration Number: W751275674
EU TRN: 892689452279-12
info@hdevri.org | www.hdevri.org

Hackathon – « Beyond the Algorithm: Drafting Human-Centred Tech Policies »

Mercredi 28 octobre 2026 · 18h30–20h00 (CET) · en ligne · environ 35 inscrits

Ouverture

Le hackathon a été ouvert par **Gurgen Petrosyan** (président) et **Darina Nassyr** (coordinatrice des événements), qui ont présenté HDRI comme une organisation de recherche et de politiques publiques dirigée par des jeunes, active dans six piliers thématiques : environnement, migration et sécurité, santé mondiale, égalité de genre, droits économiques, sociaux et culturels, et espace civique, gouvernance et État de droit. Darina a expliqué que l'objectif était de regarder l'intelligence artificielle au-delà de la technologie elle-même, et de discuter de qui la conçoit et de la façon dont les algorithmes façonnent la vie des gens, à travers six cas réels.

Intervenant principal

Samuel Goodger, analyste politique au European Policy Centre (EPC), a présenté les grandes questions de la gouvernance de l'IA centrée sur l'humain : le règlement européen sur l'IA (AI Act) et son articulation avec le RGPD, ainsi que les risques de biais et de délégation cognitive. Après les discussions en groupe, il a commenté chaque proposition, en soulignant l'importance des **systèmes avec humain dans la boucle** et d'une transparence et d'une information strictes, et a partagé des ressources utiles.

Salles de sous-groupes

Après une présentation des cas, les participants ont choisi eux-mêmes leur salle, le nombre de personnes par salle étant limité pour une meilleure répartition (groupes d'environ trois personnes). Chaque groupe a travaillé sur un cas, avec pour but d'identifier le problème, de proposer une solution concrète et de nommer l'acteur responsable, puis a présenté une recommandation à l'ensemble du groupe. HDRI avait préparé six cas, un par pilier ; dans la pratique, les participants ont travaillé sur **trois thèmes**.

Pilier de HDRI	Cas de politique publique	Traité
Égalité de genre	Comment les systèmes de recrutement par IA peuvent-ils éviter de reproduire la discrimination de genre ?	Oui
Espace civique et gouvernance (État de droit)	Qui est responsable lorsque des systèmes automatisés influencent des décisions de service public ?	Oui
Environnement et climat	Comment le développement de l'IA doit-il tenir compte de la consommation d'énergie et d'eau des centres de données ?	Oui
Migration et sécurité	Quelles limites faut-il imposer à la surveillance biométrique et au profilage automatisé aux frontières ?	Non
Santé mondiale	Qui doit contrôler les données de santé numériques, et comment protéger la vie privée ?	Non

Human Development Research Initiative (HDRI)
50 Rue des Tournelles, 75003 Paris, France
Registration Number: W751275674
EU TRN: 892689452279-12
info@hdevri.org | www.hdevri.org

Pilier de HDRI	Cas de politique publique	Traité
Droits économiques et sociaux	Chacun devrait-il pouvoir accéder aux services essentiels sans passer par Internet ?	Non

Résultats

Les recommandations formulées portent sur l'intersection entre gouvernance de l'IA et droits humains et visent à éclairer les décideurs, les concepteurs de technologies et la société civile.

Égalité de genre – biais dans le recrutement par IA. Le groupe a proposé de retirer le genre des candidatures tout en maintenant une intervention humaine pour respecter les engagements de diversité, et de limiter et auditer les données d'entraînement pour réduire les biais. Recommandations :

- Retirer les marqueurs de genre des candidatures initiales traitées par IA, avec un contrôle humain aux étapes suivantes pour respecter les engagements de diversité et d'inclusion.
- Auditer les jeux de données d'entraînement pour repérer les biais historiques, et exiger des tests de biais réguliers et des évaluations d'impact menés par des tiers indépendants.
- Rendre obligatoire le contrôle humain aux étapes décisives, et exiger des employeurs qu'ils informent les candidats de l'usage de l'IA, avec des explications et la possibilité d'un réexamen humain.

Environnement – infrastructures d'IA. Le groupe a demandé un rapport public obligatoire sur l'impact environnemental des systèmes d'IA et des centres de données. Recommandations :

- Déclaration obligatoire de la consommation d'énergie et d'eau, de l'empreinte carbone et de la part d'énergies renouvelables, avec des indicateurs normalisés pour comparer systèmes et fournisseurs.
- Évaluations publiques de l'impact environnemental des centres de données sur les communautés locales (eau, capacité du réseau, objectifs climatiques régionaux).
- Un contrôle réglementaire avec des normes minimales, des incitations en faveur d'un développement durable de l'IA, et des rapports accessibles aux communautés concernées et aux régulateurs.

État de droit – décisions publiques automatisées. Le groupe a insisté sur la responsabilité humaine et la transparence, avec une base légale pour les décisions d'IA et une responsabilité humaine à chaque étape, en particulier pour les recours. Recommandations :

- Inscrire dans la loi un contrôle humain significatif, exiger une autorisation législative explicite pour les décisions automatisées touchant aux droits fondamentaux, et interdire l'automatisation complète dans les domaines à fort enjeu (justice pénale, protection sociale, immigration, accès aux soins).
- Garantir la transparence et l'explicabilité, ainsi qu'un droit de recours avec un réexamen rapide par des humains pouvant infirmer les résultats algorithmiques.
- Attribuer la responsabilité juridique à des acteurs humains identifiables, exiger des évaluations d'impact algorithmique et des audits des droits humains aux résultats publics, et former les agents publics à conserver leur jugement indépendant.

Human Development Research Initiative (HDRI)
50 Rue des Tournelles, 75003 Paris, France
Registration Number: W751275674
EU TRN: 892689452279-12
info@hdevri.org | www.hdevri.org

Sur les trois thèmes, les participants ont partagé un engagement en faveur d'une gouvernance de l'IA centrée sur l'humain, fondée sur la transparence, la responsabilité et les droits fondamentaux, qui suppose une collaboration entre de multiples parties prenantes et des moyens suffisants pour l'application. Les organisateurs se sont engagés à intégrer ces discussions à leur travail de suivi de la résilience numérique mené par les jeunes et à leur communication future.

Human Development Research Initiative (HDRI)
50 Rue des Tournelles, 75003 Paris, France
Registration Number: W751275674
EU TRN: 892689452279-12
info@hdevri.org | www.hdevri.org

ANNEXES

Annexe 1 – Programme de l'atelier de Strasbourg

Atelier délibératif régional 2026 · Lundi 28 septembre 2026, 13h00–17h00 · Parlement européen, Strasbourg (bâtiment Louise Weiss)

Horaire	Séance	Contenu
13h30–13h40	Accueil et orientation stratégique	Remarques d'ouverture de Gurgen Petrosyan, président de HDRI, sur la mission du projet : combler le « déficit de consultation » dans les politiques numériques de l'UE et de la France. Présentation méthodologique : cadre méthodologique de suivi citoyen d'ECAS et son rôle dans l'évaluation des progrès vers l'objectif européen de 80 % de compétences numériques de base à l'horizon 2030.
13h40–14h10	Séquence d'interventions : droits numériques des jeunes et démocratie européenne	Sophie Kwasny, Conseil de l'Europe, sur la participation démocratique des jeunes à la gouvernance numérique et les travaux du Conseil sur les droits numériques et la résilience. Nicolò Triacca, ECAS, sur la participation des jeunes, le travail d'ECAS sur la démocratie européenne et le programme politique de la Décennie numérique. Brève séance de questions modérée avec les jeunes participants.
14h10–14h20	Éclairage institutionnel : le Parlement européen et la Décennie numérique	Brève allocution de l'équipe d'accueil du Parlement. Thèmes : la Déclaration européenne sur les droits et principes numériques et le contrôle exercé par le Parlement sur les feuilles de route stratégiques nationales.
14h20–14h55	Présentation des résultats du suivi citoyen (lot 1)	L'équipe de recherche de HDRI présente les premiers résultats du lot de travail 1 (D1.1 rapport de suivi ; D1.2 jeu de données cartographiant l'exclusion numérique des jeunes dans la France rurale), dont la fracture urbain–rural et l'« écart d'usage » touchant les jeunes « exclus du numérique ».
14h55–15h40	Séance délibérative I : suivi des services publics numériques	Des groupes de travail transnationaux critiquent la numérisation administrative (« dématérialisation ») à partir d'expériences vécues dans différents États membres. Accent sur les obstacles à l'inclusion numérique dans les ZRR et les milieux urbains marginalisés.
15h40–16h00	Pause café et échanges	Restauration assurée par le service de restauration du Parlement européen.
16h00–16h50	Séance délibérative II : co-construction de la Déclaration de la jeunesse 2026	Groupes de travail et synthèse politique : rédaction de la Déclaration de la jeunesse 2026 sur la résilience numérique et définition de priorités fondées sur les preuves pour la mise à jour biennale des feuilles de route nationales au titre du programme d'action de la Décennie numérique.

Human Development Research Initiative (HDRI)
50 Rue des Tournelles, 75003 Paris, France
Registration Number: W751275674
EU TRN: 892689452279-12
info@hdevri.org | www.hdevri.org

Horaire	Séance	Contenu
16h50–17h00	Remarques de clôture et feuille de route du plaidoyer ; photo de groupe	Prochaines étapes : intégration au livrable 2.1 (rapport de synthèse). Aperçu du plaidoyer : stratégie du lot 3 pour présenter la Déclaration aux décideurs nationaux et européens, dont la DINUM et le SGPI.
17h00–17h30	Visite du Parlement européen	Visite de l'hémicycle et photo de groupe.

Human Development Research Initiative (HDRI)
50 Rue des Tournelles, 75003 Paris, France
Registration Number: W751275674
EU TRN: 892689452279-12
info@hdevri.org | www.hdevri.org

Annexe 2 – Programme de l'atelier de Paris

Atelier délibératif régional 2026 · Mercredi 30 septembre 2026, 14h00–17h15 · Maison Étudiante 6e, 76 bis rue de Rennes, 75006 Paris

Horaire	Séance	Contenu
13h30–14h00	Café d'accueil	
14h00–14h10	Accueil et orientation stratégique	Remarques d'ouverture de Gurgen Petrosyan, président de HDRI, sur la mission du projet : combler le « déficit de consultation ». Présentation méthodologique : cadre méthodologique de suivi citoyen d'ECAS et objectif européen de 80 % de compétences numériques de base en 2030.
14h10–14h35	Intervention principale : défis sociaux de la transformation numérique en France	Maxime Jouvenceau, sociologue et chercheur à l'Insee, coordinateur de l'*Insee Références* 2025 « L'économie et la société à l'ère du numérique ». Thèmes : évolution des compétences numériques, numérisation des services publics, et inégalités d'accès et d'usage selon l'âge, le quartier et le revenu.
14h35–15h05	Présentation des résultats du suivi citoyen (lot 1)	L'équipe de recherche de HDRI présente les premiers résultats du lot de travail 1 (D1.1 et D1.2). Thèmes : la fracture urbain-rural (disponibilité de la 5G : 13,5 % en zone rurale contre 22 % en zone urbaine) et l'« écart d'usage » touchant les jeunes « exclus du numérique ».
15h05–15h50	Séance délibérative I : suivi des services publics numériques	Groupes de travail animés sur la numérisation administrative (« dématérialisation ») ; obstacles à l'inclusion numérique dans les ZRR et les milieux urbains marginalisés.
15h50–16h20	Pause café et échanges	
16h20–17h05	Séance délibérative II : co-construction de la Déclaration de la jeunesse 2026	Groupes de travail et synthèse politique : rédaction de la Déclaration et définition de priorités fondées sur les preuves pour la mise à jour biennale des feuilles de route nationales au titre du programme d'action de la Décennie numérique.
17h05–17h15	Remarques de clôture et feuille de route du plaidoyer ; photo de groupe	Prochaines étapes : intégration au livrable 2.1 (rapport de synthèse). Aperçu du plaidoyer : stratégie du lot 3 pour présenter la Déclaration aux décideurs nationaux et européens, dont la DINUM et le SGPI.

Annexe 3 – Programme du hackathon

« Beyond the Algorithm: Drafting Human-Centred Tech Policies » · 28 octobre 2026, 18h30–20h00 (CET, heure de Bruxelles) · atelier interactif en ligne sur les politiques publiques

Public : jeunes intéressés par l'IA, les droits numériques et les politiques publiques, sans expertise préalable requise. **Expert invité :** Samuel Goodger, analyste politique, European Policy Centre (EPC). **Objectif :** encourager les jeunes à s'interroger sur l'effet de l'IA et des systèmes numériques sur les droits humains, l'égalité et la responsabilité, et transformer leurs discussions en recommandations de politiques publiques pratiques et centrées sur l'humain.

Human Development Research Initiative (HDRI)
50 Rue des Tournelles, 75003 Paris, France
Registration Number: W751275674
EU TRN: 892689452279-12
info@hdevri.org | www.hdevri.org

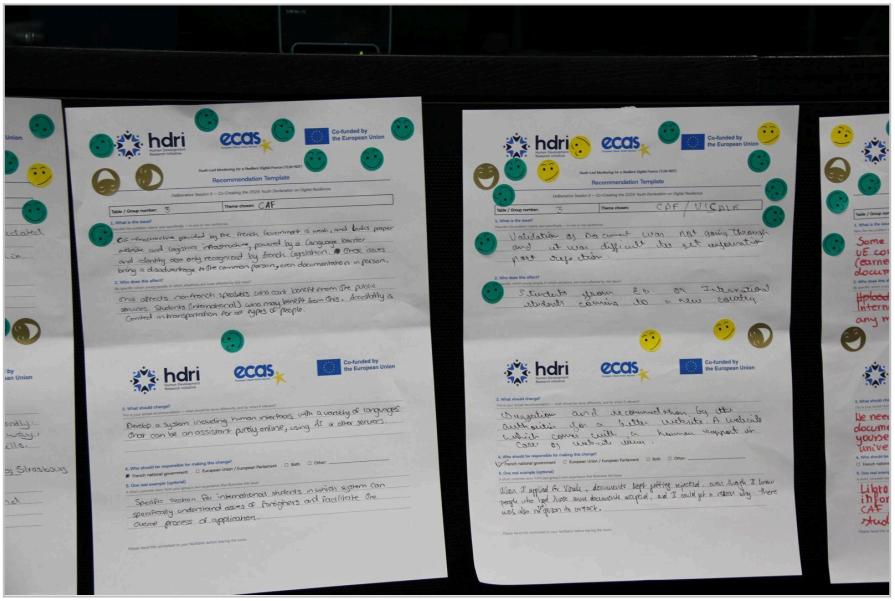
Horaire (CET)	Séance	Déroulé
18h30–18h40	Accueil et introduction	HDRI présente le sujet, les objectifs et le format de l'atelier.
18h40–18h55	Intervention de l'expert invité	Samuel Goodger présente les grandes questions de la gouvernance de l'IA centrée sur l'humain.
18h55–19h00	Présentation des cas	HDRI explique les scénarios, la tâche des groupes et le résultat attendu.
19h00–19h30	Discussions en sous-groupes	Les groupes discutent des cas et rédigent une recommandation concrète.
19h30–19h50	Présentations et retours	Les groupes présentent leurs recommandations ; l'expert apporte de brefs retours sur la faisabilité, les institutions responsables et la mise en œuvre.
19h50–20h00	Discussion finale et clôture	Principaux enseignements, questions du public et prochaines étapes.

Human Development Research Initiative (HDRI)
50 Rue des Tournelles, 75003 Paris, France
Registration Number: W751275674
EU TRN: 892689452279-12
info@hdevri.org | www.hdevri.org

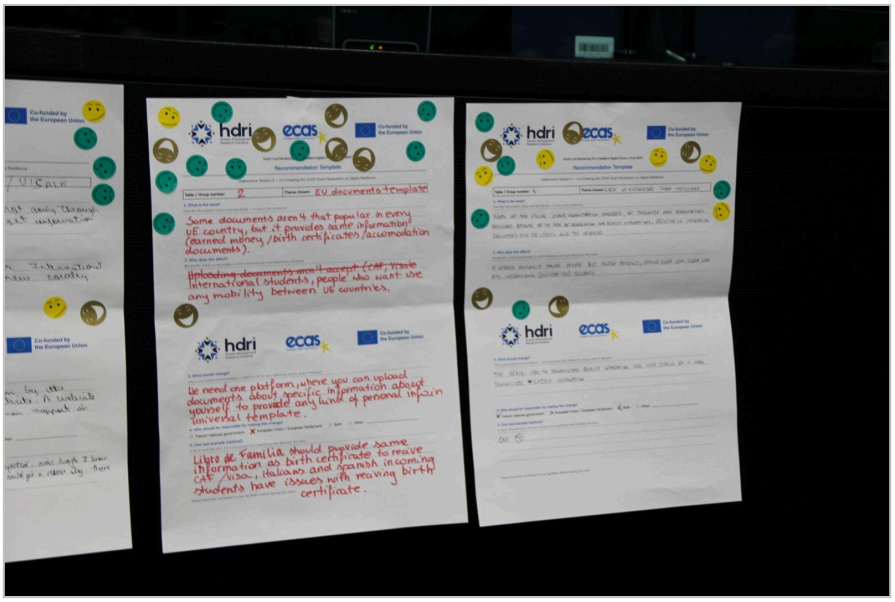
Annexe 4 – Recommandations des ateliers

Photographies des fiches de recommandation remplies par les participants lors de la séance délibérative II de chaque atelier (résumées dans les tableaux de résultats du rapport sur les ateliers) : 4a pour Strasbourg et 4b pour Paris. Les fiches originales ont été rédigées en anglais.

Annexe 4a – Recommandations de l'atelier de Strasbourg (28 septembre 2026)

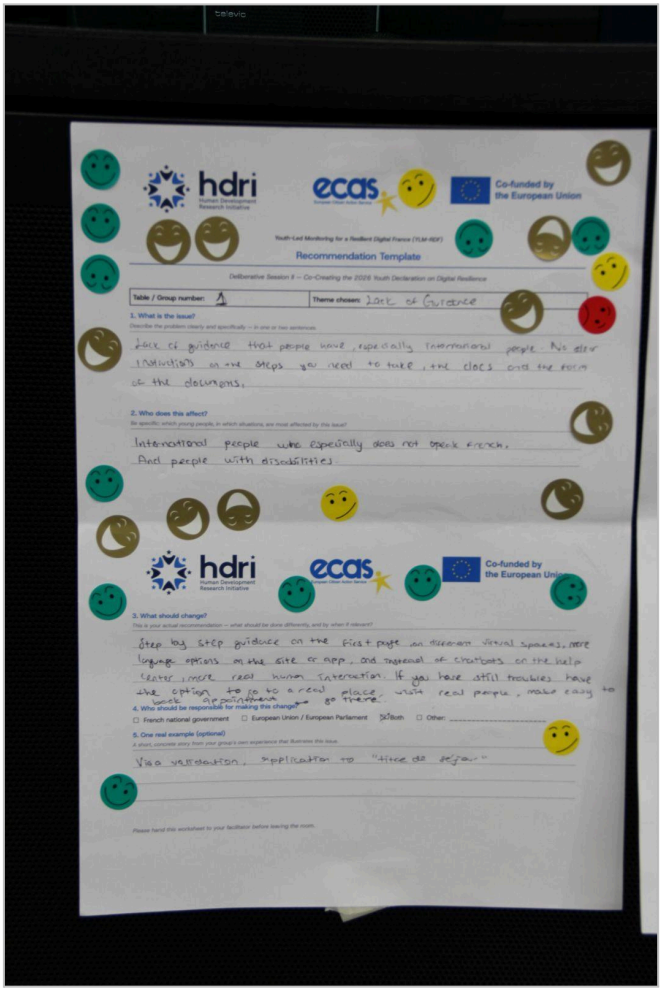


Recommandation Strasbourg 1 – CAF ; CAF / Visale



Recommandation Strasbourg 2 – Modèle de documents de l'UE ; Méconnaissance des institutions

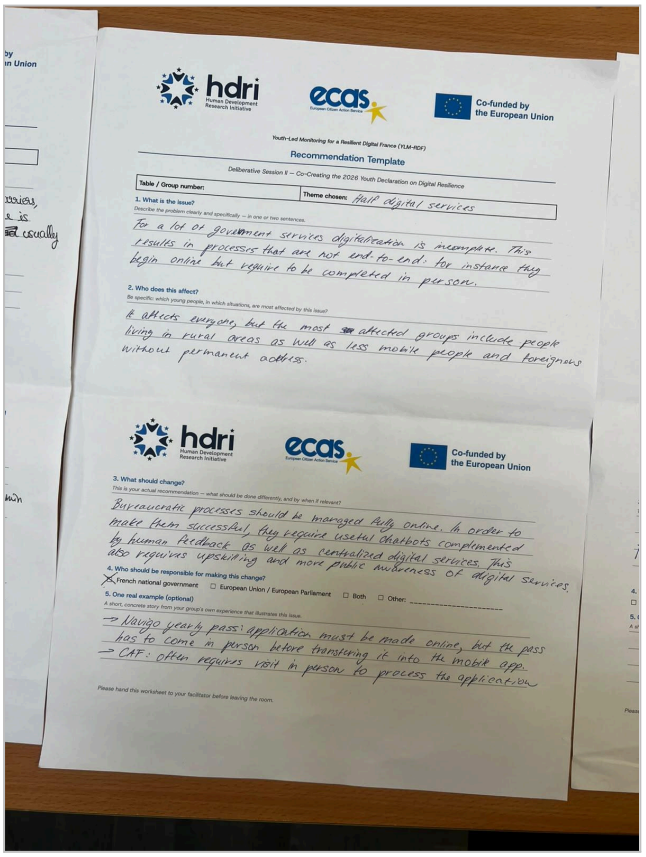
Human Development Research Initiative (HDRI)
50 Rue des Tournelles, 75003 Paris, France
Registration Number: W751275674
EU TRN: 892689452279-12
info@hdevri.org | www.hdevri.org



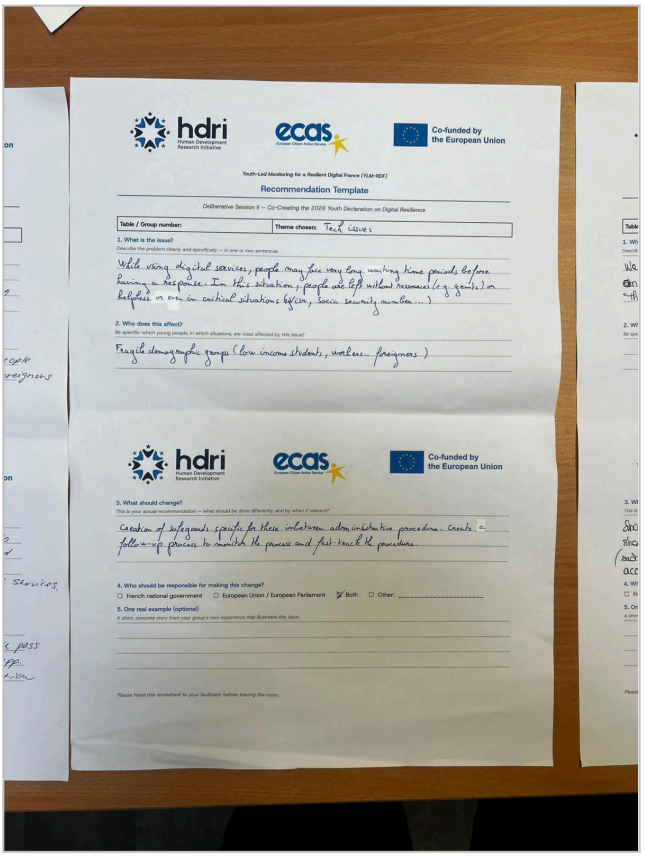
Recommandation Strasbourg 3 – Manque d'accompagnement

Human Development Research Initiative (HDRI)
50 Rue des Tournelles, 75003 Paris, France
Registration Number: W751275674
EU TRN: 892689452279-12
info@hdevri.org | www.hdevri.org

Annexe 4b – Recommandations de l'atelier de Paris (30 septembre 2026)

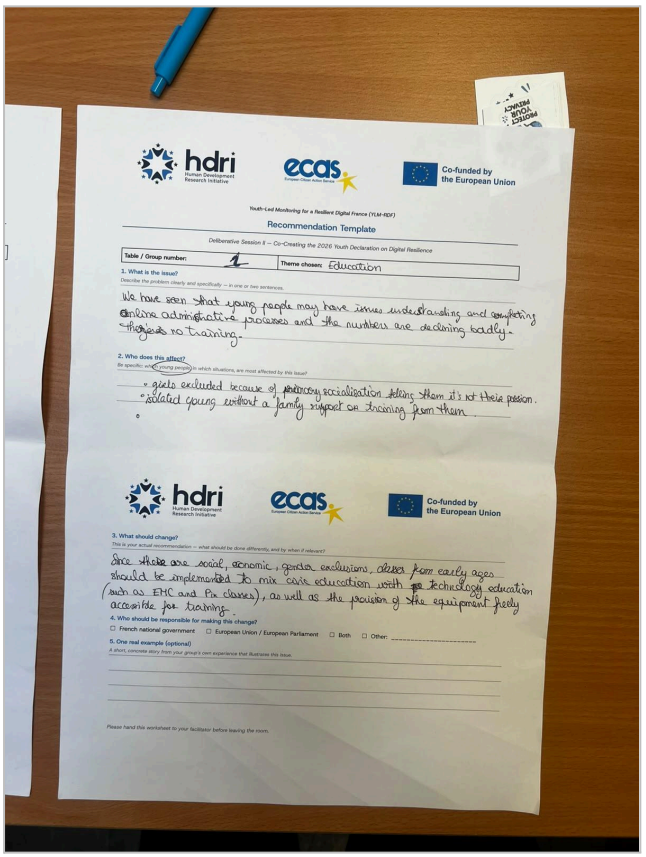


Recommandation Paris 1 – Services à moitié numériques

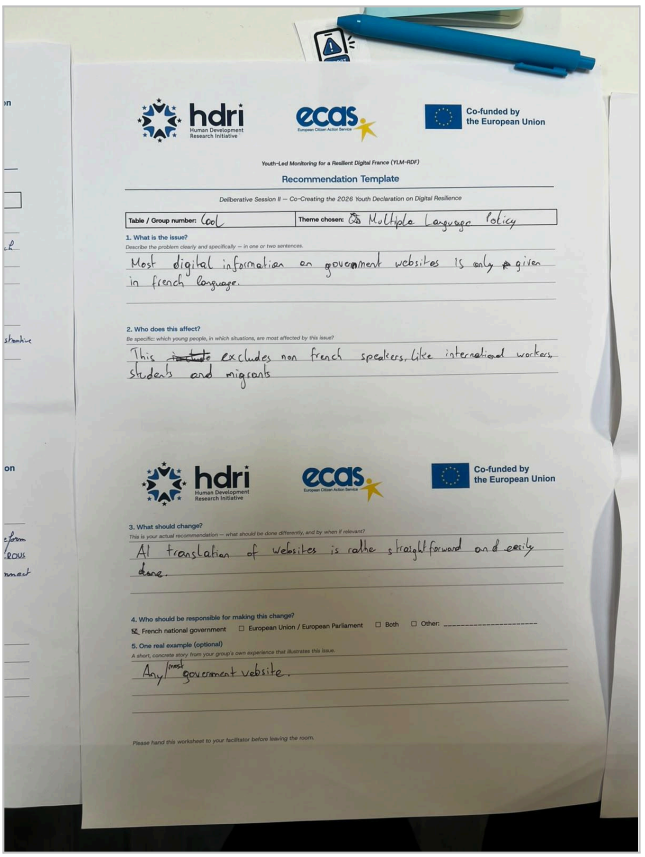


Recommandation Paris 2 – Problèmes techniques (délais d'attente)

Human Development Research Initiative (HDRI)
50 Rue des Tournelles, 75003 Paris, France
Registration Number: W751275674
EU TRN: 892689452279-12
info@hdevri.org | www.hdevri.org

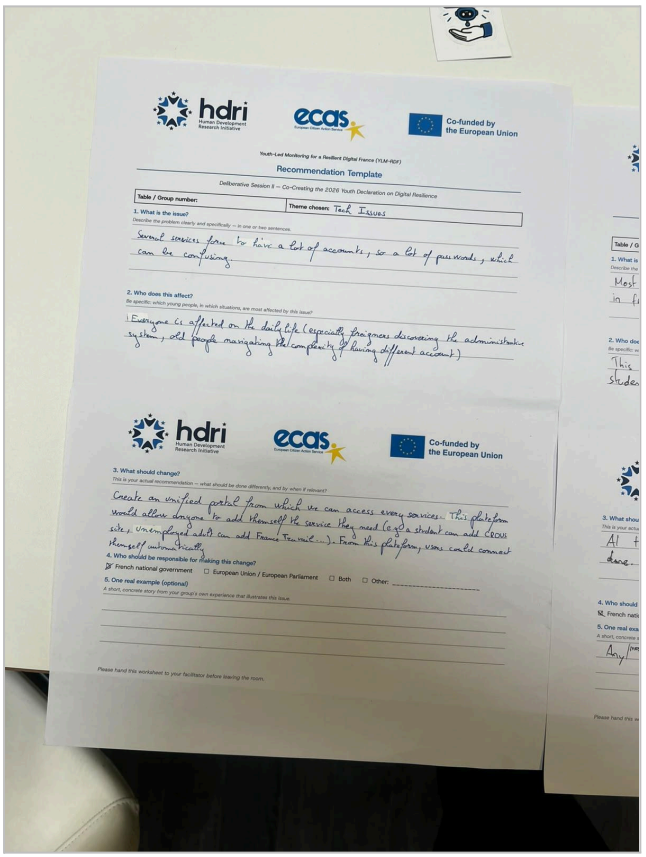


Recommandation Paris 3 – Éducation



Recommandation Paris 4 – Politique multilingue

Human Development Research Initiative (HDRI)
50 Rue des Tournelles, 75003 Paris, France
Registration Number: W751275674
EU TRN: 892689452279-12
info@hdevri.org | www.hdevri.org



Recommandation Paris 5 – Problèmes techniques (multiplicité des comptes)